

*L'Adresse—M. Riis*

J'aimerais également faire remarquer au député que lorsqu'on aborde ce genre de questions, quelle que soit la position que l'on prend, il s'en trouvera pour dire que nous sommes allés trop loin et d'autres que nous ne sommes pas allés assez loin. Je préviens le député que lorsque le ministre de la Justice prendra position après avoir réexaminé la question, le débat se poursuivra peu importe la position qu'il aura prise. Les Canadiennes retiendront cependant que nous nous sommes engagés à lutter contre la pornographie violente et dégradante.

**Des voix:** Bravo!

**Mme McDougall:** Quant à la seconde question du député, il s'agit encore une fois d'un sujet important pour les Canadiennes. Le député le sait, les tribunaux sont présentement saisis du problème. C'est un dossier que je suivrai avec grand intérêt comme le fera sans doute mon collègue et tous les autres députés. Toutefois, tant que ce ne sera pas réglé, je préfère ne pas en parler.

**Mme Finestone:** Monsieur le Président, je voudrais que la ministre nous dise comme elle veillera, dans son propre caucus, à assurer la promotion des femmes alors que nous avons été témoins, à la Fonction publique, d'une nomination où l'on mêle la politique en ce qui concerne les femmes, depuis le départ de ce secteur de M<sup>me</sup> Maureen O'Neil. Radio Canada avait deux postes à combler et le gouvernement y a nommé deux hommes. Si nous souhaitons donner de l'avancement aux femmes dans ces secteurs tout en assurant notre crédibilité et en inspirant confiance, et que les stéréotypes sexuels dans les médias posent de sérieux problèmes, alors les membres du conseil d'administration de Radio Canada auraient intérêt à y nommer quelques collègues femmes.

**Mme McDougall:** Monsieur le Président, la députée ne veut certainement pas laisser entendre que tous les libéraux qui ont été nommés pendant des années, étaient des incompetents.

**M. Forrestall:** C'est l'un ou l'autre.

**Mme McDougall:** La nouvelle coordinatrice de Condition féminine-Canada est l'une des activistes du mouvement féminin les plus respectés au pays. Je suis très heureuse que Kay Stanley me rende directement compte. Pour ce qui est des nominations à des postes de la Fonction publique, je puis énumérer à la députée la liste des sous-ministres qui sont tous hautement qualifiés. Je songe à M<sup>me</sup> Margaret Catley-Carlson du Conseil du Trésor; à M<sup>me</sup> Huguette Labelle de la Commission de la Fonction publique; à M<sup>me</sup> Maureen Law du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social; à M<sup>me</sup> Jennifer McQueen du ministère du Travail; à M<sup>me</sup> Geneviève Sainte-Marie du ministère de l'Environnement; et à M<sup>me</sup> Georgina Wyman du ministère des Approvisionnements et Services. C'est là un exploit dont nous avons tout lieu d'être fiers. Nous avons également lieu d'être fiers des autres femmes que nous avons nommées. Prenons les commissions et les conseils gouvernementaux et les femmes qu'on y a nommées. Tout d'abord, la proportion s'est accrue . . .

• (1630)

**Mme Finestone:** Simplement parce qu'en temps que membres du conseil d'administration d'Air Canada elles ont droit à une voiture de fonction!

**Mme McDougall:** À la direction d'Air Canada on trouve l'ancienne mairesse d'une grande municipalité canadienne et une femme fort compétente. La proportion de femmes nommées par décret du gouverneur en conseil est passée de moins de 18 p. 100 sous le régime précédent à 25 p. 100 à l'heure actuelle. La députée reconnaîtra donc assurément que certaines de ces nominations sont des coups de maître.

**M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap):** Monsieur le Président, c'est le coeur très gros que j'interviens aujourd'hui à la Chambre. À l'instar de très nombreux Canadiens, je me sens trahi. Les actions d'un gouvernement qui, en un sens, tourne le dos aux Canadiens, me désolent.

Au cours de l'été, alors que nous étions dans nos circonscriptions, nous disions à nos électeurs que nous attendions un nouveau discours du trône de la part du gouvernement. En fait, le gouvernement nous a demandé de prendre un mois de plus pour lui permettre de préparer un discours du trône bien pensé dans lequel il donnerait une nouvelle orientation au Canada. Les Canadiens attendaient avec impatience ce discours, car ils croyaient vraiment et espéraient que le gouvernement tracerait une nouvelle voie pour le pays et lui ferait prendre un nouveau départ. Ils comptaient sur le gouvernement pour établir de nouvelles orientations claires pour notre avenir.

Ils espéraient que le gouvernement aurait pour la première fois une nouvelle vision de ce que l'un des pays les plus riches du monde pourrait accomplir au cours des semaines, des mois et des années à venir. Cependant, lorsque le gouverneur général a lu le discours du trône, ils sont restés sur leur faim. Le gouvernement prône le *statu quo*. Ce discours ne renferme aucune orientation, aucune idée claire sur la voie que le pays va suivre à l'avenir.

En tant que Canadien et plus particulièrement en tant qu'habitant de l'ouest du pays venant de l'intérieur de la Colombie-Britannique, j'attendais pour voir si le gouvernement allait dans ce discours du trône s'engager à apporter son aide aux secteurs de l'exploitation minière et de la prospection, qui éprouvent de graves difficultés. Or, il n'y avait rien de cela dans le discours du trône. J'espérai, quelque indice montrant que le gouvernement allait prendre dorénavant au sérieux les difficultés éprouvées par le secteur forestier au Canada. Là encore, le discours du trône a été muet là-dessus. Rien n'y était prévu pour venir en aide au secteur touristique et aux agriculteurs ainsi qu'aux éleveurs de bovins de l'ouest du pays, dont la situation est précaire. Il n'y avait rien dans le discours du trône de vraiment intéressant pour le secteur de la petite entreprise ou pour les petits fabricants, surtout ceux établis dans les régions aux prises avec des difficultés en ces temps très difficiles sur le plan économique.